

*Conférence du 10 avril 2019 au Colloque de sociologie clinique en Haïti*

VINCENT de GAULEJAC,  
 Professeur émérite à l'université de Paris-Diderot (Laboratoire de changement social et politique)  
 Président du Réseau International de Sociologie clinique,  
 Docteur honoris Causa des universités de Mons (Belgique) et Rosario (Argentine)  
 <Vincentdegaulejac.com>

**Dire « JE » dans un monde hostile**

Je ne saurais mieux dire pour introduire mon propos que l'argument de votre colloque :

« La sociologie clinique met au cœur de son approche théorique, épistémique et méthodologique la question du sujet. Celui-ci est pensé comme un être soumis à des déterminismes tant psychiques que sociaux mais avec la capacité d'intervenir sur ce qui le détermine. Il n'est pas un donné mais advient au détour d'un processus où, prenant conscience de ce qui l'agit, il cherche à s'en dégager, à devenir sujet de sa vie. Il est sans cesse pris entre son assujettissement aux structures sociales et son désir de désassujettissement, entre *ce qu'on a fait de lui* et *ce qu'il fait de ce qu'on a fait de lui*. La sociologie clinique appelle ainsi à éviter à la fois le piège de la toute puissance du sujet, et l'illusion du tout social qui nie toute capacité d'action (de Gaulejac, 1987, 2009). Si la subjectivation est toujours un défi, comment se construit-elle dans les contextes particuliers faits de grande hostilité sociale ? »

Advenir en tant que sujet implique tous les registres de l'existence humaine. Le sujet qui parle, qui se pose en auteur sinon de sa vie du moins du récit qu'il en fait. Le sujet sociohistorique, inscrit dans une histoire dont il est à la fois produit et producteur. Le sujet désirant, aux prises avec ses fantasmes, ses angoisses, ses désirs inconscients. Le sujet émotionnel, dans la singularité subjective de ses sentiments, de ses affects face à l'amour et la haine, la honte et la fierté, l'envie et la gratitude, la joie et la tristesse. Le sujet acteur qui se révèle dans ses engagements, dans ses œuvres, dans ce qu'il fait de ce qu'on a fait de lui. Le récit de vie révèle l'ensemble de ces aspects.

C'est dire que l'individu émerge comme un sujet dans les réponses qu'il apporte aux contradictions qui traversent son existence. C'est dire aussi que si l'individu est fabriqué par l'histoire, il participe également à la produire.

**Une clinique de l'historicité**

Comment comprendre les rapports que l'individu entretient avec "son" histoire, ce que l'histoire fait de lui et ce qu'il fait d'elle ? Tel est l'objet de la clinique de l'historicité. L'historicité est un processus dynamique, jamais acquis, toujours en mouvement, qui consiste à tirer du passé des leçons pour mieux se positionner dans le présent et se projeter dans l'avenir. La mémoire est là pour rappeler aux hommes, chacun pris en particulier ou comme élément

d'un ensemble, qu'ils ne sont ni totalement impuissants ni tout-puissants pour agir sur leur histoire. S'ils ne font pas l'histoire, ils ne sont pas pour autant le jouet passif des événements du passé.

Pour que l'individu émerge comme sujet, il lui faut revisiter son histoire. Le sujet s'affirme dans sa capacité à construire sa propre version de l'histoire, entre l'histoire transmise et l'histoire vécue.

Advenir en tant que sujet, c'est apprendre à faire la part des choses entre la prise de conscience « réaliste » du poids des déterminations multiples qui pèse sur sa destinée et le désir d'être son propre créateur, d'agir sur son devenir, de transformer le contexte dans lequel on vit, de contribuer à la production de la société. Cela entraîne un réexamen des différentes versions de son enfance relatées par les parents, les proches, les témoins. Dans le travail de reconstitution du passé le sujet se reconstruit en refusant les incohérences, les embellissements trompeurs, les aspects tronqués. Le moment où la mémoire est étayée par un propos public est décisif pour la constitution du sujet. Il permet l'accès à la conscience de faits marquants qui ont été oubliés, refoulés, déniés, mais qui continuent d'influencer son comportement, souvent à son insu. Il permet une re-connaissance, validée par un tiers, favorise la socialisation, la confrontation à l'altérité, la possibilité d'un dégagement du sentiment de honte. Si la honte naît sous le regard d'autrui, comme nous l'enseigne Jean Paul Sartre, le dégagement de la honte ne peut se faire que sous le regard d'autrui.

L'objet central d'une clinique de l'historicité se précise : explorer comment les conflits non réglés dans le passé sont toujours agissants dans le présent. L'exploration des nœuds sociopsychiques générés par l'histoire conduit le sujet à se dégager des processus de reproduction. Une meilleure compréhension des contradictions de son histoire lui permet de sortir des impasses qu'elles provoquent, d'imaginer et de construire un avenir meilleur.

Je voudrais partager avec vous quelques illustrations de cette clinique de l'historicité dans des contextes difficiles. J'étais à Brasilia en novembre, au moment des résultats du second tour des élections présidentielles. Tous nos amis de la sociologie clinique, nos collègues des sciences humaines et sociales et plus largement tous ceux qui partagent une conscience humaniste étaient effondrés par l'élection de Bolsonaro, par le retour des militaires au pouvoir 35 ans après la fin de la dictature. Et nous évoquions une particularité de ce pays : l'absence de mémoire, la paralysie de l'historicité qui permet de tirer les leçons d'un passé traumatisant pour ne pas reproduire les fractures dans l'avenir.

### **Retrouver la mémoire après une dictature**

Le Brésil, de 1964 à 1985, l'Uruguay de 1973 à 1985, le Chili, de 1973 à 1990, l'Argentine de 1976 à 1983, ont connu des dictatures féroces. De nombreux opposants ont été emprisonnés, torturés, exilés. Beaucoup ont « disparu » sans que leurs familles sachent dans quelles conditions. Le retour à la démocratie a été négocié au prix de « lois de l'oubli ». Ces lois édictant une amnistie générale, pour favoriser une réconciliation nationale, inhibaient le travail de mémoire face aux exactions, aux tortures, aux disparitions, aux assassinats commis pendant ces années sombres. Venant d'un autre pays, d'un autre contexte, je connaissais cette histoire à distance. Je n'étais pas indifférent, mais mon implication était superficielle, nourrie par le témoignage d'exilés et la lecture d'articles de journaux. Les invitations successives de Teresa

Carreteiro au Brésil, d'Ana Maria Araujo en Uruguay et en Argentine, de Dariela Sharim, Francisca Marquez et Isabela-Maria Toledo au Chili, m'ont conduit à animer une quinzaine de Groupe de Recherche et d'Implication dans ces différents pays. Au départ, il s'agissait de présenter la sociologie clinique à travers la démarche *roman familial et trajectoire sociale*. J'ai alors été frappé par la difficulté des participants, dans leurs récits de vie, à aborder les années de la dictature. La question était présente, mais en creux, comme s'il ne fallait pas en parler ou comme si le fait d'en parler allait réveiller la violence. Cette violence s'exprimait à fleur de peau sans possibilité de la dire autrement que dans une réactualisation stérile des conflits du passé. « Que faisais-tu lorsque nos camarades étaient assassinés ? » demande une ancienne Tupamaros à son compagnon de l'époque qui, pendant la dictature uruguayenne, militait au Parti communiste. Les Tupamaros étaient partisans de la lutte armée, alors que les communistes défendaient une lutte politique. Quelques années après, les blessures étaient toujours ouvertes et les haines toujours présentes, réactivées dès qu'une discussion abordait cette période de l'histoire. Au point que le seul consensus possible était de garder le silence.

**« Je n'ai jamais raconté cela à personne »**

Nous sommes en 1995 à Montevideo, dix ans après la fin de la dictature. Lors d'une matinée, dans un Groupe d'Implication et de Recherche centré sur « roman familial et trajectoire idéologique », les participants sont invités à évoquer les éléments marquants de leur histoire et comment ces événements ont conditionné durablement leurs positions politiques, leurs idéaux et leurs engagements. Elvira est troublée. Je lui demande ce qu'il se passe. Elle est au bord des larmes. Je lui propose de se centrer sur ce qu'elle ressent. Elle évoque un sentiment de honte. « Je vais vous dire quelque chose que je n'ai jamais dit à personne. Le 27 juin 1973, j'avais 12 ans. Comme tous les matins, je vais à l'école. Nous rentrons en classe. La directrice de l'école entre et nous dit : aujourd'hui il y a eu un coup d'état militaire, vous pouvez rentrer chez vous. À cette nouvelle, les élèves applaudissent. Je sors avec mes camarades toute contente de ces vacances imprévues et je rentre chez moi. À la maison, je trouve mes parents en pleurs. Ils sont effondrés face à la prise de pouvoir par l'armée. Ils sont des militants engagés. Je suis alors envahie de honte, de culpabilité d'avoir éprouvé de la joie alors que le pays va sombrer dans le malheur et que mes parents expriment leur désespoir. Je n'ai jamais pu parler de cela depuis cette scène et, aujourd'hui, je suis encore habitée par ce sentiment de honte. » Elvira termine son récit en pleurs.

Un long silence suit ce récit poignant que personne n'ose interrompre. Tania, une autre participante, me regarde et me demande si elle peut prendre la parole. C'est une femme réservée qui ne s'est pas beaucoup exprimée jusqu'à présent. « J'avais 6 ans au moment du coup d'état, j'étais d'une famille ouvrière très pauvre. Un jour, dans la cour de récréation, un garçon m'entraîne à jeter des pierres sur un autre garçon parce que son père est en prison. J'imagine un bandit de grand chemin et je me laisse entraîner par ce garçon courageux et autoritaire qui m'entraîne dans sa lutte pour l'ordre contre les malfrats de toute sorte. J'apprendrai plus tard qu'il était fils de militaire et que le garçon que je voulais lapider était fils de militants engagés à gauche. Depuis, je suis rongée par la honte. Honte de m'être ainsi laissée entraîner sans réagir, honte d'avoir participé à cette violence, honte de ma timidité, de mon inculture politique. Nous étions d'une famille très pauvre et, à l'époque, je pensais que si l'on emprisonnait les gens, c'est

parce qu'ils étaient des voleurs ou des assassins. Je n'ai jamais raconté cela à personne. » Tania est en pleurs. Elvira s'approche et la prend dans ses bras.

Nous entendons alors un raclement de gorge. Jorge, silencieux jusqu'à présent, est le plus âgé du groupe. Il approche de la soixantaine. Il est l'objet d'un grand respect de la part de l'ensemble des participants au séminaire. On raconte qu'il a lutté contre la dictature, qu'il a été torturé et emprisonné. Il s'approche d'Elvira et de Tania pour leur dire : « Je vous remercie d'avoir raconté cela. Cela me facilite les choses. » Il remonte sa manche et nous montre un numéro tatoué sur son bras. « J'ai été ce numéro pendant quatre années, nous dit-il. Je n'avais plus d'identité. J'étais traité comme un sous-homme, comme un chien. En sortant de prison, j'ai été adulé, traité en héros de la lutte révolutionnaire. Mais en prison, il n'y a rien d'héroïque. On côtoie l'abjection, la lâcheté, la pourriture, l'inhumain. Lorsque je suis sorti je ne pouvais pas raconter ce que j'avais vécu. Depuis, je me suis enfermé dans le silence et la dépression. Ce que vous avez raconté, dit-il à Elvira et Tania, me permet de sortir du silence, de témoigner, non pas dans la justification ou la condamnation, mais de dire les choses telles qu'elles se sont passées, tout simplement. »

Ces trois témoignages seront suivis d'une longue discussion dans le groupe. D'abord sur l'impossibilité pour chacun de parler de la façon dont il avait vécu la dictature, la violence, la répression. Différents éléments se conjuguèrent pour entretenir le silence. En 1986, un an après la fin du régime militaire en Uruguay, une amnistie, approuvée par deux référendums, couvrait les militaires et les policiers impliqués dans les violations des droits de l'homme commises pendant les années de plomb. Sous prétexte de réconciliation nationale, une impunité était accordée aux combattants des deux bords, quels que soient les crimes commis. La société était invitée à tourner la page, à penser à l'avenir en oubliant le passé. Mais comment peut-on oublier lorsqu'on a été touché dans sa chair, dans son intimité familiale ? Comment oublier ceux qui sont morts sans en connaître les circonstances ? Comment renoncer à retrouver les disparus ?

La loi du silence et de l'oubli ne facilitait pas la possibilité de parler et d'échanger sur la façon dont chacun avait vécu ces années. D'autant que les affrontements étaient encore très vifs entre ceux qui avaient soutenu le coup d'état et ceux qui l'avaient combattu, mais aussi entre les opposants, ceux qui avaient pris les armes, ceux qui avaient été exilés, ceux qui avaient résisté sur place, ceux qui avaient été emprisonnés, torturés, ceux qui s'en étaient sortis indemnes. Dans cette situation de violence politique, chacun était d'abord sommé de se justifier, de se montrer irréprochable, de faire la démonstration d'un engagement juste et sans ambiguïté.

La violence politique oblige chacun à choisir son camp et favorise une vision manichéenne de la société. Les uns veulent extirper le mal, *la peste communiste, les virus du marxisme qui pourrissent la société*. Les autres luttent sans merci contre l'arbitraire, la répression sauvage, l'absence de liberté, la fin de l'État de droit. Chacun vit comme totalement légitime la cause qu'il défend et, en conséquence, les moyens à mettre en œuvre pour la faire triompher, même les plus intolérables ou inhumains. À Montevideo, comme ailleurs en pareille circonstance, le silence était de mise. D'autant plus assourdissant que chacun était tenaillé par la culpabilité et la honte face à la lâcheté quotidienne, les exactions non sanctionnées, les comportements inqualifiables, les non-dits, le sentiment d'avoir été, plus ou moins contre son gré, complice et victime.

## Une parole se libère

Ce silence va être brisé dans le groupe par l'enchaînement des récits d'Elvira, de Tania, de Jorge et de ceux qui suivront. Une parole se libère. Il ne s'agit plus de justifier, de condamner, mais simplement de raconter comment on a été soi-même pris dans l'histoire. Elvira ose évoquer sa honte. Apparemment, sa faute semble bien pardonnable. Elle a sauté de joie parce qu'elle n'a pas classé sans se préoccuper des causes. Elle est dans l'insouciance de l'adolescence. Qui pourrait lui reprocher ? Et pourtant, en réalisant a posteriori la gravité du moment lorsqu'elle rentre chez elle, lorsqu'elle voit ses parents effondrés, elle hait son insouciance coupable jusqu'à haïr cette partie d'elle-même : comment ai-je pu être cela ? C'est le moi idéal qui s'effondre à la mesure de la vision de l'effondrement de ses parents. Elle sort du monde insouciant de l'enfance pour entrer dans le monde des adultes, le monde de ses parents confronté à la réalité sociale et politique. La joie de l'écolière insouciance fait place à la douleur de la citoyenne face à la violence politique. La blessure est au fondement de son engagement politique, en loyauté avec celui de ses parents. La honte vient enfouir la joie maligne qu'elle ne peut supporter. Pendant plus de 20 ans, elle rejettera l'image de la petite fille en elle qui n'avait pas de conscience politique.

Son aveu va libérer la parole dans le groupe, une parole qui entre en résonance avec le vécu. Non plus dans des silences coupables, des rationalisations défensives ou des accusations radicales, mais dans la compréhension bienveillante des difficultés de chacun à affronter la violence. Après la violence intérieure d'Elvira, Tania va évoquer la violence ordinaire des exclusions et des humiliations quotidiennes dans les cours de récréations. Celles-ci sont le miroir de la société, le miroir de la lutte des classes, de la lutte des places et de la répression ordinaire. Les enfants reprennent les positions des adultes, pour jouer. Le faux-semblant et le vrai-semblant se conjuguent. Mais lorsque la violence est trop forte, l'enfant peut dire « pouce », ce que l'adulte ne peut plus faire. Entre l'apprentissage de la violence sociale, la pratique du bizutage et la lutte contre les violences humiliantes, les cours d'école n'ont de « récréation » que le nom. Censées être le lieu de la détente, du repos et du jeu, elles sont aussi le lieu de la tension, de la confrontation aux violences humiliantes et aux processus de domination. Tania est entraînée bien malgré elle dans un jeu d'enfant comme on joue au gendarme et aux voleurs. Ici le fils du gendarme maltraite le fils du prisonnier, mais dans le contexte de la dictature, le jeu devient réalité. Son père est un militaire, il emprisonne et torture les militants qui s'opposent au régime. Le jeu bascule dans l'horreur et Tania se retrouve du côté des bourreaux. Cette vision d'elle-même deviendra, quand elle prendra conscience des enjeux politiques, insupportable. Là encore, l'effondrement de l'image idéale de la petite fille qu'elle aurait voulu préserver génère un profond sentiment de honte qui va lui coller à la peau. Elle se fait horreur. Elle se découvre du côté des militaires, ce qui serait sans conséquence dans un environnement « normal », mais devient proprement insoutenable dans une dictature. Elle, la fille d'ouvriers pauvres et exploités, prend le parti des dominants qui répriment le peuple et les défenseurs des classes laborieuses. Elle est déchirée de l'intérieur entre l'image de la petite fille complice des tortionnaires, et l'image idéale d'une femme citoyenne, engagée, qui lutte contre l'injustice, la répression et les inégalités.

L'intervention de Jorge va remettre ces deux histoires dans une réalité indépasseable. Il n'est plus seulement question de souffrance subjective, de sentiment de honte, de culpabilité psychique. Jorge a rencontré la violence et la répression dans la réalité. Il a été torturé, emprisonné, humilié. Il a éprouvé ces violences dans sa chair. La récréation est finie. Les aveux

d'Elvira et de Tania vont lui permettre de partager avec le groupe le leurre dans lequel il a vécu pendant des années. Le mythe du héros valeureux, de l'homme courageux, du résistant exemplaire lui a collé à la peau, alors qu'il a vécu l'abjection, le reniement, les multiples vexations quotidiennes qui sont le lot de toutes les prisons du monde. La torture fait perdre toute dignité, au torturé comme au torturant (Montagut, 2014). C'est un système institutionnalisé de dégradation qui conduit à se couper de l'humanité.

### **Le dégage ment de la honte face aux violences extrêmes**

Dans les situations de maltraitance, de viol, de torture, de déportation, les victimes sont partagées entre l'impossibilité et la nécessité d'en parler. Et quand elles arrivent à se faire entendre, elles évoquent toutes le sentiment de honte qui les habite. Alors que l'on pourrait attendre la honte du côté des bourreaux, on la trouve surtout du côté des victimes. Les rapports entre les tortionnaires et leurs victimes sont traversés par de multiples contradictions. Les bourreaux parce qu'il leur faut évacuer la culpabilité en rejetant toute la responsabilité de ce qu'ils font sur les autres, les victimes, les chefs, une volonté supérieure... Les victimes, parce que les stratégies de survie les conduisent à des comportements nécessaires et pourtant condamnables. On débouche parfois sur une situation paradoxale dans laquelle les coupables se vivent comme innocents et ceux qu'ils ont avilis se vivent comme honteux.

Au moment de la libération d'Auschwitz, Primo Levi a noté que les survivants ne manifestaient pas de joie lorsque l'Armée Rouge a libéré le camp. Il explique ce phénomène par la honte : "C'était une honte que nous connaissions bien, celle qui nous submergeait après la sélection, et chaque fois qu'il nous fallait assister à un outrage ou le subir : la honte (...) que le juste éprouve devant la faute commise par autrui, le remords éprouvé parce qu'elle existe, qu'elle a été introduite irrévocablement dans le monde des choses existantes, et que sa volonté ait été nulle ou trop faible, et qu'elle ait été impuissante" (Lévi, 1947). Le caractère "inhumain" de la situation engendre la nécessité de la refuser mais l'impuissance à y échapper contraint à l'accepter. Comment garder son humanité quand on est traité comme un esclave, quand on est constamment humilié, dégradé, quand on vit dans un monde à part dans lequel les lois "humaines" ne s'appliquent plus ?

Et comment en parler ? Comment partager l'horreur ? Dans des situations extrêmes, le sujet doit se soumettre à toutes les humiliations pour espérer survivre. Ce faisant, il devient « complice » de ceux qui le torturent. La dignité impose de se révolter, mais elle conduit inmanquablement à la mort. Les rescapés se sentent coupables d'avoir survécu alors que tant d'autres ont disparu. Comme s'ils avaient accepté leur sort sans réagir, comme si leur soumission était la preuve de leur lâcheté, d'une complicité passive avec les bourreaux.

La honte est un sentiment profondément humain. Elle est éprouvée face à l'abjection et à l'atrocité ... Autant de frontières qui fixent la distinction entre l'humain et l'inhumain, distinction qui touche à l'indicible. Des réactions similaires sont observables face à des conditions de vie dégradantes, à toutes les formes de barbarie, à des injustices criantes, à des mauvais traitements, à la torture. C'est parce qu'on a été impuissant à réagir, à s'opposer, à refuser ce qu'il y avait d'inhumain dans une situation, que l'on éprouve de la honte. Mais, en même temps, la honte oblige à prendre parti pour la victime et à refuser qu'un humain soit traité de façon "inhumaine".

L'humiliation ne conduit pas obligatoirement au silence. Elle peut conduire à la dénonciation et au désir de revanche. La vengeance empêche d'oublier. Elle taraude le sujet tant que celui-ci n'a pas réussi à mettre un terme à l'injustice et à l'intolérable.

Mirna, fille d'ouvriers et militants de gauche, a été arrêtée peu de temps après le coup d'état de Pinochet au Chili. Emprisonnée et torturée, ses tortionnaires ont cherché constamment à l'humilier : "Ils essaient de nous dire "Vous êtes moins que rien". Alors est monté en moi un sentiment de révolte. Je vais leur montrer que nous sommes mieux qu'eux. Je me suis promis que cette sorte d'humiliation, qui a blessé mon moi, je ne l'accepterai pas. Non, je ne suis pas ce qu'ils disent, je leur démontrerai. Et cette idée me tient très fort. Pour moi, c'était très important de leur montrer que ce n'est pas parce qu'on vient d'un milieu ouvrier que l'on n'est rien"<sup>1</sup>.

Dans ces situations extrêmes, la honte permet de "résoudre" la contradiction entre la nécessité de réagir face à l'intolérable et l'impossibilité de le faire sans risquer sa vie. En différant dans le temps la réaction, tout en intériorisant la violence, le sujet protège l'intégralité de son existence en même temps qu'il refuse, à l'intérieur de lui-même, l'inacceptable. Et c'est pour cela que la honte fait mal, elle est un déchirement interne entre la partie de soi qui s'adapte à la situation et l'accepte pour une nécessité de survie, et la partie de soi qui ne l'accepte pas pour des nécessités "d'humanité".

Le ressort majeur de la honte réside dans ce mécanisme de défense élaboré dans la situation pour lutter contre la souffrance et l'humiliation. La dépersonnalisation, la perte d'identité, l'adaptation instrumentale sont autant de symptômes de la perte d'humanité qui conduit la victime à devenir comme ses bourreaux qu'elle méprise et qui l'humilient. La honte annihile la tentation de l'identification. On comprend alors ce que Mirna dit : "Je vais leur démontrer que je suis mieux qu'eux ... Et cette idée me tient très fort." Le refus de s'identifier à l'image que le tortionnaire lui renvoie, l'investissement de toute l'énergie psychique dans une résistance fondée sur un désir de montrer, de façon différée, qu'elle vaut mieux qu'eux, la révolte contre le risque de tomber dans le camp des bourreaux, sont des mécanismes de résistance pour rester du côté des humains, pour sauvegarder sa dignité face à l'inhumanité de la violence totalitaire qui cherche à rabaisser les victimes au rang d'infra humains. La honte révèle "l'humanité" qui réside chez tous ceux qui ont un besoin vital de résister à la barbarie.

Face à des violences extrêmes le sujet est envahi par la déshumanisation et la confusion. Les repères habituels qui permettent de se situer par rapport aux autres et à soi-même sont fragilisés ou détruits. Le sujet est déchiré par des tensions contradictoires entre la tentative pour sauvegarder son unité et l'impossibilité d'y parvenir sans rejeter une part de lui-même. Il est confronté à une dénégation de ce qui constitue tout ou partie de son être profond. Ce déchirement produit une conflagration psychique. La cohérence qui fonde les jugements de valeur est prise en défaut. Le bien et le mal, le juste et l'injuste, l'intériorité et l'extériorité se confondent. La confiance en soi se perd. L'amour propre devient désamour. La relation au monde se transforme, l'espace entre soi et le monde est envahi par le doute et la confusion.

La clinique de l'historicité est un moyen de restaurer l'identité, retrouver la confiance en soi, favoriser la résilience. Le partage des récits avec des contenus traumatiques permet de se

---

<sup>1</sup> L'histoire de Mirna a été recueillie à l'occasion d'un séminaire "Roman familial et trajectoire sociale", à Paris, au début des années 2000.

réconcilier avec l'humanité, parce que les sentiments et les affects vécus dans des situations extrêmes peuvent être partagés dans l'altérité et reconnus comme faisant partie de la condition humaine.

### **Conclusion**

La démarche clinique appliquée dans les Groupes d'Implication et de Recherche, favorise une écoute empathique, congruente, non évaluative, de la part des animateurs comme des participants, entre eux. Mais la neutralité bienveillante et la non évaluation semblent peu pertinentes face à la guerre, à la torture, aux règlements de comptes politiques. La dictature, provoque des situations d'horreur qui suscitent le rejet, l'indignation, la condamnation, autant de réactions salutaires mais peu compatibles avec la posture rogérienne d'écoute non directive centrée sur la personne. La violence provoque la sidération. Comment trouver les mots face à l'innommable ? Comment partager avec d'autres humains des situations inhumaines ? Comment tolérer des échanges « compréhensifs » à propos de situations intolérables ? Comment travailler sur des violences extrêmes sans réveiller la violence inscrite dans les corps, dans la psyché, dans la mémoire ? On préfère alors se taire, chercher à oublier, enfouir dans l'inconscient les effets de ces violences, quand bien même ils sont inscrits de façon indélébile dans la mémoire. Et lorsque celle-ci cherche à ouvrir ses portes, les mots n'arrivent pas à exprimer la violence des situations, la force des affects, l'intensité des sentiments. La sidération engendre le silence, le silence engendre la honte, le repli sur soi et la culpabilité.

La méthodologie des récits de vie en groupe conduit à aborder ces tensions autrement : soulever la chape de plomb qui recouvre la confrontation à des violences extrêmes dans des histoires de vie sans faire vaciller les défenses mises en place pour s'en protéger. La contradiction est intense. Certains pensent préférable de laisser le sujet enfouir ces expériences douloureuses dans les limbes de l'oubli. D'autres, hantés par le souvenir, ont un besoin irrépissible d'en parler, de le partager. L'expérience clinique de la honte montre qu'il convient de déconstruire les résistances défensives pour favoriser les mécanismes de dégageement. Le récit partagé, dans un cadre adéquat, est un moyen de restauration lorsque le sujet a été dévasté par des violences extrêmes.

*“ Oh mes amis ! ainsi parle celui qui cherche la connaissance : honte, honte, honte,- telle est l'histoire de l'homme ! Et c'est pourquoi l'homme noble s'impose de ne pas humilier les autres hommes : il s'impose la pudeur devant tous ceux qui souffrent. ”*

*Nietzsche, Ainsi parlait Zarathoustra, 1885.*